

Dompierre sur Mer, le 27/09/2022

Concerne : **PROJET DE PARC ÉOLIEN DE L'AUBERTIÈRE sur les communes de Saint-Médard d'Aunis et Sainte-Soulle**

Madame la Commissaire Enquêtrice,

Après étude du dossier, l'association CAPRES-AUNIS vous soumet ses observations en pièce jointe.

Nous espérons que ce projet, que rejette la majorité des contributeurs et qui divisera durablement les résidents locaux, ne recueillera pas un avis favorable de votre part car, en toute objectivité, ce parc industriel ne présente véritablement aucun intérêt économique et environnemental.

De notre point de vue, les sommes colossales en jeu, principalement composées d'argent public - nos impôts - pourraient être utilisées différemment pour répondre aux ambitions du TPOS (Territoire à Énergie Positive) et LRTZC (La Rochelle Territoire Zéro Carbone) pour satisfaire les populations du secteur qui aspirent légitimement à la tranquillité et au bien-être, dans un environnement rural écologiquement préservé.

Très respectueusement

Pierre Rivaud

Web : <https://capresaunis.wordpress.com/>

Mél. capres.aunis@gmail.com

L'Association CAPRES-AUNIS, attentive à l'exercice d'une vraie démocratie citoyenne, constate une opposition de plus en plus forte, contre la réalisation des parcs éoliens.

Après une étude approfondie de cette question, elle ne peut que s'associer à cette contestation, qui lui paraît fondée, pour les motifs développés ci-après.

Les remarques de CAPRES AUNIS s'inscrivent dans le cadre de l'enquête publique commencée le lundi 29 août 2022 et devant se terminer le mercredi 28 septembre 2022 concernant le projet d'implantation d'un parc industriel éolien par la société Eoliennes d'Aunis 3 et nommé PROJET EOLIEN DE L'AUBERTIÈRE pour l'implantation de quatre éoliennes sur le territoire de l'Agglomération de la Rochelle

Ces remarques devront contribuer, nous l'espérons, au rejet de l'autorisation environnementale d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement.

Divers documents ont été mis à la disposition du public souvent difficiles d'accès pour un néophyte car principalement accessibles par voie numérique, dans un dossier très lourd, très technique et parfois peu compréhensible.

CAPRES-AUNIS entend démontrer que les conclusions énoncées dans la note de présentation non technique sont inadaptees au site de L'AUBERTIÈRE tant sur le plan environnemental, que technique ou même économique.

1°) L'ENQUÊTE PUBLIQUE DOIT SERVIR DES PROJETS D'INTÉRÊT PUBLIC : CET INTÉRÊT EXISTE - T-IL ?

DES ÉOLIENNES POUR QUOI FAIRE ? POUR QUELS RÉSULTATS ?

Produire de l'électricité : Évidemment ! Il est bon de le rappeler en préalable.

Cette question apparemment simpliste semble particulièrement pertinente sur le plan régional.

L'objectif n'est donc pas seulement de produire de l'électricité, mais de remplacer un moyen de production par un autre, ce qui est fort différent. Existe-t-il un plan - non annoncé - de fermeture de la centrale nucléaire du Blayais qui fournit les 2/3 des besoins en électricité de la région Nouvelle-Aquitaine, pour justifier l'urgence de ce parc éolien ?

Le cadre de ce projet se situe sur un plan strictement politique de réalisation d'objectifs (protocole de Kyoto - mars 2007 feuille de route des 3 x 20 du Conseil Européen - COP 21 - accord de Paris en 2015 – etc.) alors qu'objectivement sur le plan régional, il n'existe AUCUN BESOIN.

En l'espèce, l'objectif ne doit pas être de satisfaire une lubie écologique et encore moins de laisser la main à des industriels et des firmes à vocation spéculatrice et essentiellement mercantile au prétexte d'un projet qui ne donne aucune possibilité de gestion citoyenne et ne représente en rien l'intérêt général des populations prises dans leur ensemble.

L'ÉOLIEN INDUSTRIEL RESTE AVANT TOUT UN PRODUIT FINANCIER.

CE PROJET NE PRÉSENTE AUCUN INTÉRÊT :

Besoins à satisfaire : Il n'existe aucune pénurie dans la région qui est largement pourvue en moyens de production y compris éoliens. (Voir § Répartition)

Intérêt néant.

Carbone : La production française actuelle est déjà peu émissive en matière de CO2 et dispose d'une marge de progression pour améliorer ses performances déjà remarquables. De ce point de vue, les installations projetées à L'AUBERTIÈRE n'apportent aucun avantage. Et ces installations devront d'abord amortir sur plusieurs années leurs propres consommations de CO2 et autres GES (Gaz à Effet de Serre) liées principalement à la conception et la construction du matériel, à son approvisionnement, à son installation, à son entretien, etc.

Aucun bilan carbone prévisionnel n'est fourni alors qu'en l'occurrence le projet LRTZC (La Rochelle Territoire Zéro Carbone) devrait exiger l'application de la règle ERC : Éviter, Réduire et Compenser.

Source « notre-environnement.gouv.fr » : Les impacts d'un projet, d'un plan ou d'un programme sur l'environnement peuvent se traduire par une dégradation de la qualité environnementale. La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) a pour objectif d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, de compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits.

Intérêt néant.

Autosuffisance : Il conviendrait de mettre sur le même pied d'égalité les autres possibilités très nombreuses pour fournir de l'électricité propre au sens écologique du terme (non émission de Gaz à effet de serre) et parvenir à un territoire positif (TPOS). **Le gigantisme éolien sert avant tout les intérêts des grands investisseurs en leur assurant une rentabilité financière de plus de 20% sur un temps long garanti par le tarif de rachat de l'électricité.**

Intérêt néant du grand éolien pour les citoyens.

Coût : Quel montant investi ? Il représente sans doute une somme assez considérable pour que l'on se préoccupe du financement. Son origine n'est signalée nulle part dans le dossier : fonds propres, emprunts, subventions, souscription, autre ? Le tour de table reste indéterminé...

Les profits se partagent entre les bureaux d'études, les fabricants de turbines, les promoteurs, les grands investisseurs privés (fonds de pension...), les groupes bancaires, les mastodontes de l'énergie qui ont les plus grandes capacités d'investissements...

Intérêt néant pour le citoyen qui ne fait que payer via taxes et subventions de l'État et des collectivités.

Autoconsommation collective :

Source « site Éolise » : « Cette initiative, portée par Eolise, vise ainsi à créer une dynamique locale, incluant citoyens volontaires, collectivités et petites entreprises ».

À ce stade, les personnes potentiellement concernées ne disposent d'aucun contrat prévisionnel permettant d'apprécier la réalité économique et profitable d'un tel dispositif non défini. Il s'agit donc davantage d'une annonce à caractère publicitaire visant à obtenir le consentement des populations, qu'une réelle cogestion citoyenne du parc.

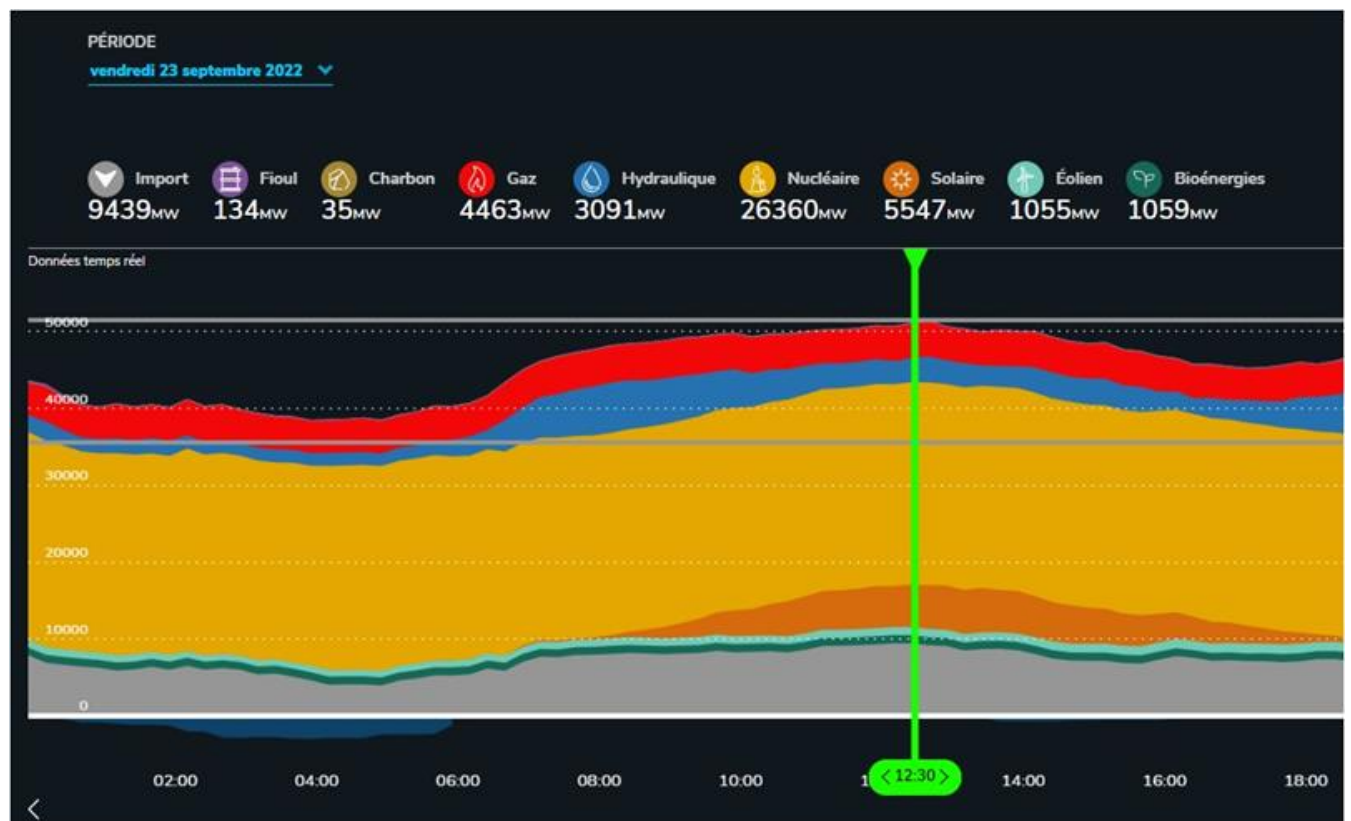
Vent Debout – Terres rochelaises : EOLISE écrit que « L'éolienne et la fourniture d'électricité seront gérées par une structure à gouvernance équilibrée qui regroupera des acteurs locaux : riverains, collectivités, associations, coopératives, privés. » Là encore, gérer n'est pas posséder et décider... De plus, il est bien difficile de croire aux vertus sociétales de personnes qui organisent un actionnariat financier offshore via la Belgique et le Luxembourg pour les sociétés EOLISE.

Intérêt néant pour le citoyen berné par l'illusion d'une hypothétique baisse de tarif pour faciliter la réalisation du projet.

Rentabilité - efficacité : Pour ce type d'installation, le facteur de charge annuel se situe aux alentours de 25% seulement ce qui signifie pour simplifier que 75% de l'investissement est inopérant. De plus le dispositif n'est pas pilotable et doit être compensé par d'autres productions, de préférence décarbonées instantanément mobilisables - **essentiellement le gaz et l'hydraulique** - pour satisfaire la demande durant de longues périodes : absence de vent, vent trop fort, pannes, maintenance, etc.

Pour illustrer cet aspect aléatoire, voir la situation communiquée par RTE vendredi 24/09/2022. À l'heure de pointe, l'éolien ne produisait que 2% des besoins nationaux (et en moyenne à peine 3% pour la journée complète), lesquels étaient essentiellement assurés par le nucléaire et les importations, les centrales à gaz et au charbon devant également être mises à contribution pour compenser les manques.

À 12h30, pour une puissance installée de 19 099 MW, l'ensemble des parcs industriels pointaient à 1 055 MW ce qui signifie que **pratiquement 95% étaient totalement inutilisables !**



À noter que pour chacune des éoliennes installées, il faudra prévoir une production pilotable équivalente, principalement à gaz, car c'est le moyen le plus rapide et le plus efficace pour assurer la relève instantanée d'absence de vent et équilibrer spontanément le réseau électrique.

B. Durand, ingénieur, spécialiste des questions énergétiques : « *Le problème principal posé par l'électricité n'est pas la quantité d'électricité disponible, mais la puissance électrique disponible qui doit équilibrer à chaque instant sous peine de black-out la puissance demandée par les consommateurs dans les limites fort étroites de 1 %. La fréquence doit aussi être constamment maintenue à 50 hertz dans les limites de 1%.* »

Mais n'oublions pas qu'un investissement aussi lourd financièrement et aussi peu performant tire son intérêt financier et sa rentabilité d'un tarif de rachat garanti et non pas de la qualité du vent ou de ses performances techniques.

Ce système est entièrement supporté par le consommateur ; l'éolien alourdit le poids financier de l'électricité pour les consommateurs.

Intérêt néant.

Emploi : À signaler que ce type de matériel et l'ingénierie sont habituellement d'importation. Le chantier emploiera momentanément quelques personnes mais le nombre d'emplois permanents créés localement sur la durée sera très probablement nul.

Intérêt local néant.

Concertation, acceptabilité : L'approche adroite d'Éloïse laisse croire que les citoyens ont été parfaitement informés. Pourtant, aucun organe de concertation citoyenne type comité consultatif n'a été institué par les autorités, aucun atelier n'a été organisé et il n'a jamais été question d'une consultation type référendum local qui aurait permis une large participation, avec tous les éléments d'appréciation mis à disposition du public.

Qu'en est-il de la démocratie locale et participative limitée à cette seule enquête publique ?

Plus particulièrement, le sujet de la baisse du coût de l'électricité, s'apparente davantage à l'acceptation par le silence qu'à une réelle proposition concertée et coconstruite avec les intéressés.

Les publications du porteur de projet sont parfois ambiguës (équivalent nombre de foyers, production annuelle potentielle et probable en kWh... pour ne citer que ces exemples) et comportent des lacunes (financement, engagement formel de réduction du coût de l'électricité pour les usagers, etc.)

Les photos des paysages sont trompeuses par rapport à l'impact visuel réel. Une simulation vidéo avec les aérogénérateurs en mouvement et échelle respectée, serait plus significative pour bien se rendre compte de ce que représentent des machines en fonctionnement. Les techniques de réalité virtuelle permettent ce type de visualisation.

Il y est fait grand cas de la biodiversité mais les humains ont été négligés dans l'approche. **La distance reste manifestement trop faible pour éviter les nuisances visuelles et sonores.** D'autres pays européens ont adopté une réglementation portant cette distance à **10 fois la hauteur totale** ce qui paraît beaucoup plus raisonnable et n'est pas le fruit du hasard mais d'une **réflexion en phase avec l'expérience et le dialogue avec les riverains.**

Prenons comme base la consommation moyenne d'un foyer de 3 personnes dans une maison de 100 m² soit 15 000 KWH (chauffage électrique compris, (en toute logique pour utiliser au mieux comme il se doit l'énergie produite) ; les 4 éoliennes auront une puissance maximale de 14 MW pour une hauteur en bout de pale de 143 mètres. Elles produiront donc localement environ 32 GWh par an, soit la consommation électrique de 788 foyers sans tenir compte des autres clients que sont les collectivités, l'industrie, le commerce, l'agriculture, les bâtiments publics, etc. À peine 0,03% de la production de la centrale nucléaire du blayais ! Manifestement, en regard des inconvénients, ces installations industrielles sont loin de remplir une fonction qui corresponde aux besoins de la population locale et ne remplissent donc pas un rôle d'intérêt général. Ceci explique les nombreuses contestations que l'on a pu constater !

Les élus des communes directement concernées, Sainte Soule et Saint Médard d'Aunis, ont voté CONTRE le projet. Sur le site de l'enquête publique, les particuliers s'expriment très majoritairement CONTRE. Des associations se sont également manifesté en grand nombre CONTRE.

Vent debout – Terres rochelaises : « *Si l'éolien terrestre proche des habitations est aussi clivant, c'est qu'il y a un problème. Refuser de l'admettre, s'arc-bouter sur des postures, diviser élus et habitants, ne peut pas être une bonne politique de transition énergétique.* »

Dès lors comment serait-il possible de passer outre ces avis négatifs et que les industriels obtiennent ainsi le droit de saccager un environnement rural et paisible, en dépit de tous les arguments objectifs exprimés par les populations ?

À titre d'exemple, il est intéressant maintenant de voir les réactions très défavorables des personnes devant le spectacle des éoliennes de St Nazaire au large des côtes Atlantique, pour comprendre qu'il existe un espace incommensurable entre les promesses des porteurs de projet et la réalité des faits.

Une prise de conscience trop tardive conduit donc in fine à l'irréparable !

Information biaisée, concertation insuffisante

Concentration, répartition :

Document d'Éloïse : « Les projets éoliens de la Plaine d'Aunis : de quoi parle-t-on ? »

Le développeur Éolise indique lui-même qu'il étudie la possibilité d'implanter 4 parcs sur 3 intercommunalités (La Rochelle, Aunis Atlantique et Aunis Sud). D'autres pétitionnaires se sont manifestés tels Engie Green à St Médard, Énergie Team à St Vivien, Salles sur Mer et Croix Chapeau, etc. Par ailleurs, d'autres industriels ont obtenu des droits à construire comme Valorem à Andilly pour 3 machines de 210 mètres de hauteur. Ce qui signifie que le nord du département de Charente Maritime et plus particulièrement l'Aunis vont évoluer progressivement vers un **paysage industriel**.

Y aura-t-il donc bientôt saturation de l'espace rural avec des dizaines, des dizaines et des dizaines d'aérogénérateurs ?

Il n'existe aucune planification, le développement est totalement anarchique, le saccage du territoire est en cours, les inégalités sont inacceptables pour nos communes du nord de l'Aquitaine...

QUELQUES CHIFFRES CLÉS (source : Département de Charente Maritime (8/07/2022))

131 éoliennes en fonctionnement (23 parcs).

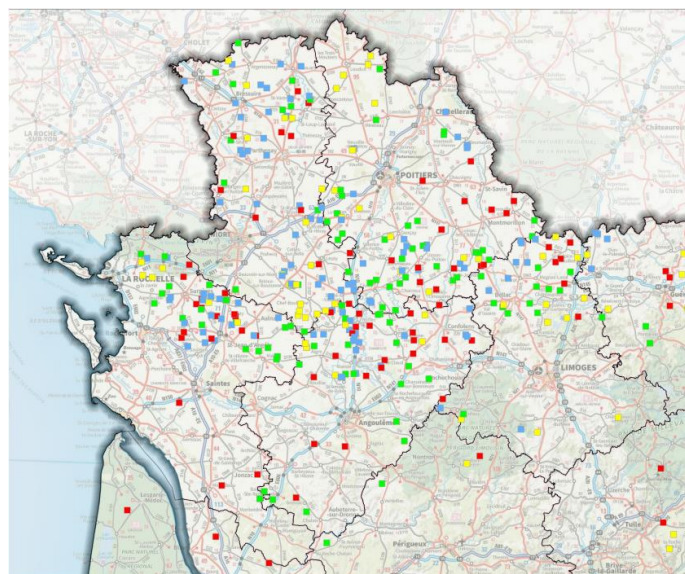
80 autorisées (15 parcs).

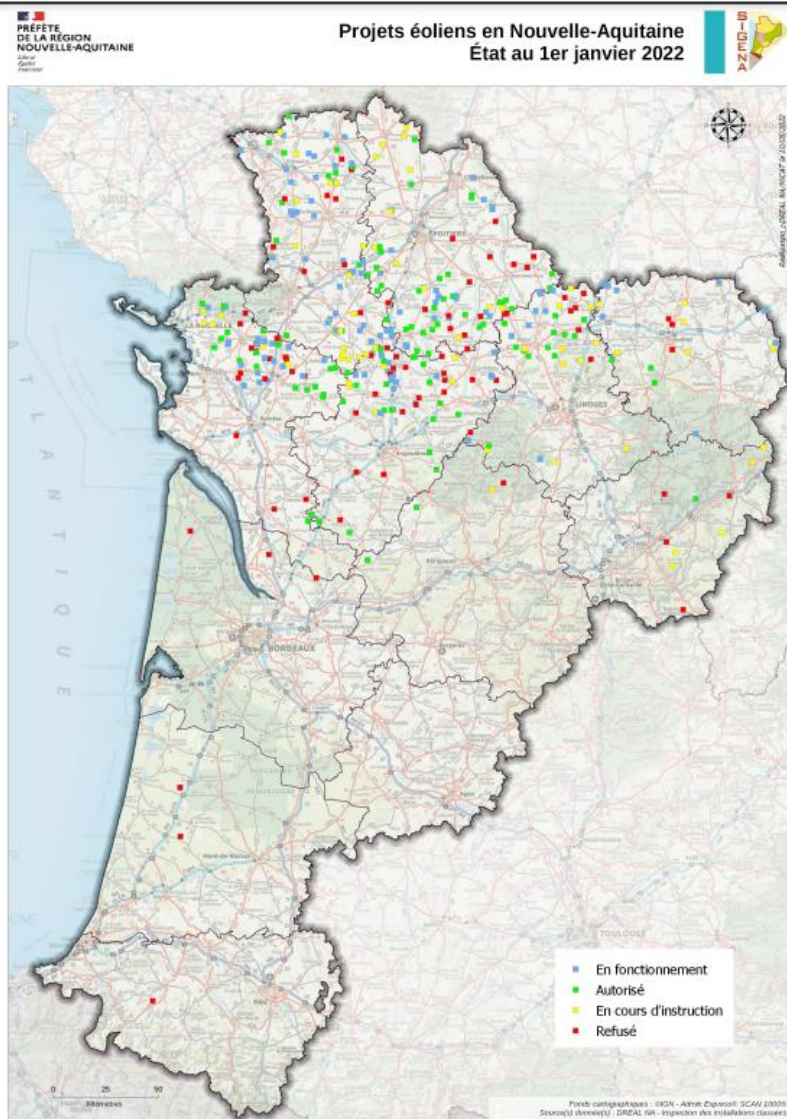
34 en cours d'instruction (6 parcs).

110 projets (24 parcs)

On peut constater la **concentration excessive des éoliennes de la région Nouvelle Aquitaine sur l'ancienne circonscription de Poitou Charentes**. Cette situation de déséquilibre notoire n'est plus acceptable en termes d'équité, elle est mal perçue par la population et dénoncée par une grande majorité d'élus de notre secteur et d'ailleurs.

Cartes = source Préfète de la Nouvelle Aquitaine 6/03/2022





Emmanuel Macron, président de la République le 14 janvier 2021, à Pau, lors d'une table ronde sur le thème de « l'écologie dans nos territoires », avait appelé à être « lucide » en affirmant que « la capacité à développer massivement l'éolien est réduite ». « Le consensus sur l'éolien est en train de nettement s'affaiblir dans notre pays », expliquait-il, avant d'ajouter que « de plus en plus de gens ne veulent plus voir d'éolien près de chez eux, considèrent que leur paysage est dégradé ».

Elisabeth Born, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie déclarait le 21 janvier 2020 que « le développement de l'éolien est très mal réparti en France ». « Cela s'est fait de façon anarchique, et on a des territoires dans lesquels il y a une saturation, y compris visuelle » (Le Monde 02/2020)

Conseil départemental de Charente Maritime (07/2022) : Le Département souhaite que le déploiement de l'éolien prenne en compte les enjeux de transition énergétique des territoires, qu'il soit maîtrisé et cohérent, sans saturation des paysages, sans encerclement des villages et en respectant le patrimoine naturel et culturel.

Mais... qu'en est-il de l'observatoire de l'éolien qui devait publier des informations sur le développement possible ou non de cette source d'énergie ?

Dominique Bussereau, ancien président du Conseil départemental (source Sud Ouest, 10/2018) : « Un seuil inacceptable a été franchi dans le département. Parfois des maires découvrent des projets avancés dont personne ne leur a parlé » s'empare-t-il. Pour le président (ex-LR) du Département, la multitude de ces projets éoliens place « **la Charente-Maritime en danger de mort touristique** ». Il conçoit donc clairement cet observatoire comme « un outil d'information et d'action pour combattre les projets éoliens qui lui paraissent "inacceptables" ».

3°) DE PLUS NOUS AJOUTONS 12 POINTS NOIRS DONT CERTAINS LARGEMENT ÉNONCÉS PAR DE TRÈS NOMBREUX OPPOSANTS ET PARFAITEMENT FONDÉS

Outre ce qui a été indiqué précédemment nous partageons de nombreux « points noirs » avec les remarques plus ou moins brièvement formulées au dossier d'enquête publique en cours, auxquels nous ajoutons donc quelques observations complémentaires dans cette liste non exhaustive :

1. **Saccage du paysage dont encerclement des communes et hameaux,**
2. **Effet stroboscopique et ombres mouvantes,**
3. **Signalisation lumineuse gênante,**
4. **Bruit du mécanisme, sifflement et infrasons lancinants dus aux pales,**
5. **Effets sur la santé des personnes sensibles,**
6. **Interférences avec les ondes (TNT),**
7. **Risques pour la biodiversité notamment tous types d'oiseaux et chiroptères : voir avis constants de la MRAE, de la LPO, d'Environnement 17 et autres associations naturalistes,**
8. **Baisse de la valeur des patrimoines voisins,**
9. **Diminution de l'attrait de la commune pour de nouveaux venus en tant qu'habitants ou des résidents temporaires dont les touristes,**
10. **Traitement de ce qui sera une friche industrielle en fin de vie avec une multitude de déchets à évacuer. En fin d'exploitation, y compris avant son terme si « les choses tournent mal », la collectivité devra remettre en état des lieux en déshérence et évacuer la montagne de déchets en tous genres - socles béton, mâts, pales, aérogénérateurs, dispositifs électroniques, électriques et câbleries, vrd, etc. - pour la plupart non recyclables.
À ce sujet, quelles sont les cautions financières sérieuses, suffisantes et irrévocables qui sont prévues dans le temps long, à hauteur de ce type de possibles défaillances des sociétés responsables de l'exploitation et de la maintenance du parc éolien, aérogénérateurs et équipements connexes compris ?**
11. **Contrainte énorme pour un bénéfice nul, ou totalement dérisoire, en regard des nuisances et des préjudices subis par la population,**
12. **Très grand risque de fracturation sociale de la population locale sur le long terme, Des conflits sérieux et durables sont déjà « en germe » : « giletjaunisation » de l'opinion publique pendant l'instruction du dossier, durant les travaux, pendant la période d'exploitation et au terme des contrats. Il y a sûrement mieux à faire sur le secteur pour garantir la paix sociale et apporter une amélioration des conditions de vie aux habitants qui souhaitent avant tout le calme et la sérénité dans ces communes rurales et celles situées aux alentours.**

3°) L'ENJEU RÉEL D'UNE VRAIE RECONVERSION EST OCCULTÉ : LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Les économies d'énergie sont **l'ENJEU ESSENTIEL** qui devrait mobiliser localement **TOUTES** les forces en présence : industriels, pouvoirs publics et collectivités, associations, entreprises, particuliers.

Et qui recueillerait à coup sûr l'unanimité, si un plan global était décrété après une véritable et loyale concertation citoyenne !

Or, il n'est nullement question d'une réelle volonté politique sur le territoire pour offrir aux différents administrés concernés des solutions adaptées et personnalisées permettant à chacun de consommer moins d'électricité ou d'utiliser celle-ci dans des conditions optimums.

Pourtant voici quelle est la volonté affichée de longue date par le gouvernement suite à la COP21 : (source programmation pluriannuelle)

« La baisse de la consommation est la clé pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, dans tous les secteurs »

Serions-nous donc dans un contexte schizophrène à vouloir tout et son contraire à la fois ? Et, sur le terrain, capables d'envisager l'inverse de ce qui devrait être logiquement programmé, financé et réalisé ? À quel moment les responsables de ces lourdes décisions à prendre sur le long terme se rendront-ils compte qu'ils engagent la collectivité dans un processus dépourvu d'intérêt écologique et facteur d'innombrables et lourdes nuisances ?

4°) INCOMPATIBILITÉ DE L'ÉOLIEN AVEC L'AFFICHAGE DES GRANDES POLITIQUES VERTUEUSES DE LA CDA :

Territoire zéro carbone : Les émissions de CO₂ pour la construction d'une seule éolienne d'une taille moyenne de 120 à 160 m de haut sont très élevées (entre 600 et 800 m³ de béton, environ 200 tonnes d'acier, environ 280 tonnes de ciment, etc.)

Aucun bilan prévisionnel n'a été fourni ! Quelle compensation ?

Zéro artificialisation des sols : Ce chapitre mériterait à lui seul un plus long développement dans la mesure où, dans tous les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement réglementaires, il est obligatoire de ne plus consommer de terres agricoles. Or, la mise en place des aérogénérateurs, des raccordements, des chemins d'accès, etc. au profit des champs industriels éoliens neutralise de vastes espaces voués aux cultures et naturellement interdits à la construction. Rappelons encore que chaque socle nécessite de 600 à 800 m³ de béton (soit une centaine de camions-toupies) qui ne seront jamais retirés des sols dans lesquels ils sont enfouis.

Rappelons aussi qu'un logement social de 80 à 100 m² ne consomme que 20 à 30 m³ de béton qu'il serait plus utile de consommer à usage d'habitation que pour des structures qui resteront définitivement enfouies.

Politique de préservation de l'eau : D'un point de vue général, la création d'un parc éolien peut être à l'origine d'impacts quantitatifs (modification du régime hydraulique des eaux, modification des infiltrations, bouleversement des réseaux naturels...) et qualitatifs (modification de la qualité des eaux) .

Plus précisément, cela va à l'encontre des nouvelles politiques de préservation de la qualité de l'eau et de la démarche PTGE en cours (Programme Territorial de Gestion de l'Eau) qui visent à une meilleure infiltration dans les nappes phréatiques de préférence sans pollution, à une meilleure qualité et à un meilleur partage.

Quelles sont les études environnementales sur ce plan ?

Les impacts du parc éolien en projet sur les eaux souterraines doivent être décrits par rapport à l'état actuel des sols et sous-sols ainsi qu'aux aménagements projetés pour les différentes étapes du projet.

L'analyse doit déterminer les éventuelles défaillances futures dans la gestion des eaux de surface et souterraines et apporter des mesures concrètes visant à réduire ces éventuels impacts.

5°) TRACÉ MIGRATOIRE INTERCONTINENTAL

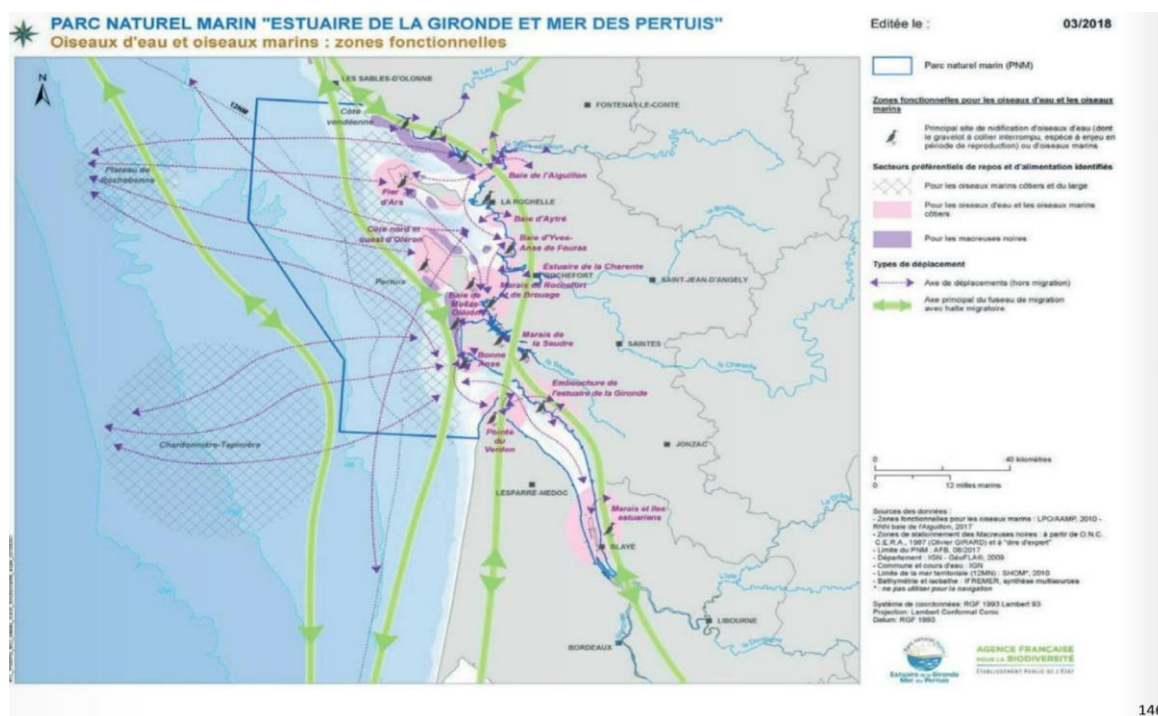
Le projet Guide Paysager de la communauté d'agglomération, rejeté depuis par les élus communautaires, ne tenait aucunement compte des tracés migratoires. Il serait d'ailleurs intéressant, en toute transparence, que soient communiquées les études réalisées par LPO et Nature Environnement à l'occasion de leur consultation pour l'élaboration de ce Guide Paysager !

CAPRES-AUNIS et NEMO avaient rédigé un document retranscrit ci-dessous :

Objet : Information sur le tracé migratoire intercontinental passant sur les communes de l'agglomération de La Rochelle

Depuis des millénaires des espèces animales, oiseaux, chiroptères appelés communément chauve-souris, et même des insectes, empruntent une voie migratoire intercontinentale entre le continent africain et le continent nord-américain et entre le continent africain et le continent nord-européen. C'est un tracé migratoire d'importance mondiale qui est appelé par les scientifiques et les naturalistes le **fly way** ... Il est utilisé par des millions d'oiseaux, de chauve-souris, d'insectes migrants plusieurs mois par an dans les déplacements Sud- Nord puis Nord-Sud.

En France, ce tracé migratoire passe par la Charente Maritime, plus particulièrement sur sa bande côtière entre le trait de côte et une ligne d'environ 20km à l'intérieur des terres, et notamment sur la territorialité de la CDA de La Rochelle dont votre commune fait partie.



Carte extraite du plan de gestion du Parc Naturel Marin de l'estuaire de la Gironde et de la Mer des Pertuis.

Cette bande terrestre de 20 km est la branche terrestre de la voie migratoire intercontinentale entre l'Afrique, l'Amérique du Nord, l'Europe du Nord. Deux autres branches, maritimes, l'une à l'ouest des îles d'Oléron et de Ré et l'autre plus au large, forment l'ensemble de la voie migratoire.

C'est ce qui a valu notamment la création des sept Réserves Naturelles Nationales côtières (marines et terrestres) du Sud Vendée au Sud Charente Maritime.

[La Lettre N° 5 de NEMO*](#) l'explique. Les Réserves Nationales sont en effet des lieux de refuge, de repos et de nourrissage essentiels aux migrateurs qui effectuent ici ce qu'on appelle des haltes migratoires pour récupérer des dépenses considérables qu'ils exposent pendant leurs vols de plusieurs milliers de km. Les RNN sont notamment celles de Moëze-Oléron, baie d'Yves, baie de l'Aiguillon, Lilleau des Niges dans l'île de Ré, puis en Vendée Saint-Denis du Payré, Casse de la Belle Henriette à la Tranche sur mer etc ...

On peut rajouter aux RNN des espaces refuges plus petits comme la réserve de Pampin à l'Houmeau ou le ma-raïs

de Tasdon (en cours de réhabilitation) qui s'ajoutent aux surfaces importantes des RNN.

Ce sont des lieux d'observations, de comptages et de baguages très documentés sur le plan scientifique par le Museum National d'Histoires Naturelles de Paris (MNHN), l'OFB et les associations naturalistes locales (LPO, NE 17) qui les suivent et y effectuent notamment des baguages.

CAPRES-AUNIS et le collectif NEMO souhaitent attirer votre attention sur cette voie migratoire d'importance mondiale très empruntée notamment par les oiseaux terrestres, au moment où vous engagez une réflexion en cours d'instruction, sur un Guide Paysager de la communauté d'agglomération, guide qui ne tient aucunement compte de ces tracés migratoires.

La CDA dans le cadre de ses ambitions climatiques et énergétiques (notamment l'installation de plusieurs dizaines d'éoliennes sur la territorialité de la CDA) doit tenir compte de cette situation qui engage sa responsabilité sur le plan écologique, particulièrement pour la préservation d'espèces migratrices protégées par les réglementations nationales et internationales. La problématique est d'ailleurs identique pour les projets éoliens marins d'Oléron et leurs extensions sur plusieurs milliers de km².

Il paraît donc impératif, au vu des enjeux écologiques posés, d'abandonner le projet d'implantation de plusieurs dizaines d'éoliennes sur la CDA de La Rochelle. Les études scientifiques prouvent en effet sans conteste que les éoliennes situées dans les zones concentrant les densités d'oiseaux et de chauve-souris (Natura 2000, voies migratoires ...) occasionnent une forte mortalité de ces espèces.

Pour CAPRES-AUNIS

Pour NEMO

Pierre RIVAUD

Président de CAPRES-AUNIS

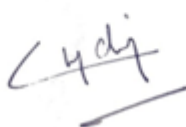
Membre de NEMO

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large 'P' followed by a stylized 'R'.

Catherine NORMANDIN

Avocate Honoraire,

Ex Vice-Présidente Poitou-
Charentes

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'C. Normandin'.

Philippe FAVREAU

Ex Dirigeant d'entreprise

Membre de NEMO

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large 'P' followed by a stylized 'F'.

Adrien SOISMIER

Directeur informatique

Membre de NEMO

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large 'A' followed by a stylized 'S'.

EN CONCLUSION

C'est donc l'éolien « à marche forcée, imposé sans scrupules et quoi qu'il en coûte ! »

Quand les citoyens réaliseront que ces éoliennes ne sont que l'image dévastatrice de la folie des hommes assoiffés de dépenses énergétiques et d'argent ...il sera trop tard !

Comme il est déjà trop tard, pour tous ceux qui réalisent que les pertes sont infiniment plus grandes que le seul gain d'un peu d'électricité.

Il ressort de tous les éléments de cette étude que notre association CAPRES-AUNIS ne peut apporter son soutien à ce projet qui, sous couvert du bénéfice d'énergie renouvelable, est essentiellement et avant toute autre considération, un projet de rentabilité financière dans lequel le citoyen se retrouve financièrement, environnementalement et démocratiquement trompé.

C'est pourquoi, considérant le peu d'avantages et le grand nombre d'inconvénients, l'association CAPRES-AUNIS, en toute indépendance et responsabilité, émet un avis très défavorable à ce projet de parc éolien situé à L'AUBERTIÈRE

Document établi le 27 septembre 2022

Pour CAPRES-AUNIS, le président

Pierre Rivaud



Association **CAPRES-AUNIS**



Comité Associatif de Promotion de la Ruralité, de l'Environnement et de la Solidarité

Adresse : 2, rue du Bois Doré - 17139 Dompierre sur Mer

Courriel : capres.aunis@gmail.com Facebook : Capres-Aunis / @capresaunis

Web : <https://capresaunis.wordpress.com/>